

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

38^{ème} Session de la Conférence de la FAO

Rome, 15 au 22 juin 2013

Intervention du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

par

Monsieur Romain Schneider

Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

seul le discours prononcé en français fait foi

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Chers collègues,

La sécurité alimentaire reste plus que jamais un défi que nous devons relever tous ensemble. La place de l'agriculture et des petits agriculteurs – ils sont plus d'un milliard, le rapport annuel de la FAO l'a judicieusement rappelé – reste au centre de nos efforts d'apporter une aide au développement, notamment vis-à-vis des pays les plus pauvres et des pays structurellement faibles.

Paradoxalement, le rapport annuel de la FAO relève aussi que les régions d'Asie du Sud-Est et d'Afrique subsaharienne, régions où l'extrême faim et pauvreté sont malheureusement les plus répandues, sont également les régions sur terre où les taux d'investissement dans ce secteur vital stagnent ou déclinent, et ceci depuis un bon quart de siècle.

Les raisons pour cet état de fait sont multiples – problèmes de gouvernance, désertification, accès insuffisant aux ressources naturelles primaires, conflits

armés,... -, mais elles ne constituent pas une raison pour baisser les bras et « accepter l'inévitable ».

Au contraire : il est temps que nous nous dotions d'une stratégie d'investissement agricole digne de ce nom.

A cette fin, plusieurs étapes devraient être respectées :

- D'abord, identifier les besoins les plus pressants et les plus immédiats, en mettant à jour la cartographie des régions les plus exposées. Les données recueillies par la FAO permettent de mener à bien ce travail statistique à brève échéance.
- Ensuite, focaliser le débat sur les zones de crise ainsi identifiées, tout en ne perdant pas de vue la dimension horizontale de ce dossier, qui intéresse également les économies rurales plus intégrées. Un planning conséquent, dans une optique de développement durable tel que préconisé par les conclusions du Sommet de Rio, ainsi que des stratégies intégrées de protection des secteurs agricoles vulnérables, doivent être discutées publiquement, à la FAO et au sein des agences onusiennes concernées.

- Nous rejoignons ici le débat en cours sur les orientations post-2015 des Objectifs du Millénaire pour le Développement, où ce thème jouera également un rôle de premier plan.
- Mais n'attendons pas les résultats finaux de ce débat, qui ne se terminera qu'en 2015 et qui n'esquissera des feuilles de route qu'à partir de cette date. Nous n'avons pas de temps à perdre dans notre lutte quotidienne pour l'éradication de la pauvreté extrême, et nous disposons en ce moment déjà de suffisamment d'éléments pour intervenir. Dans son récent rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, la FAO souligne justement que « pour s'attaquer à la malnutrition, il est nécessaire d'adopter des mesures intégrées et intersectorielles ».
- Dans le contexte plus large, c'est toute la chaîne de production et de distribution qui est en cause ; mais à la racine, la priorité est d'améliorer le sort des petits agriculteurs et des exploitations agricoles de subsistance.
- C'est dans ce domaine que l'aide publique au développement n'a pas dit son dernier mot. Elle reste l'instrument de choix pour des interventions à la fois larges et ciblées, selon les cas et les besoins. Elle peut évidemment se moduler avec d'autres apports, et devrait veiller à

construire un tout cohérent avec les stratégies des pays et autres (Banque Mondiale, etc.) existantes.

- Outre l'amélioration de l'accès aux ressources naturelles, l'accès au financement – notamment par la mise à disposition de microcrédits-, est essentiel. Ces dernières années, le Luxembourg s'est largement investi dans ce secteur, aux côtés notamment de l'UNFCP, avec des résultats probants. Dans les 9 pays cible de la coopération luxembourgeoise, l'attention portée sur l'amélioration des conditions pour les petits producteurs est une constante, tout comme l'accent mis sur la promotion du rôle des femmes et la prévention de la spéculation avec des denrées de base.

Je tiens également à revenir sur la crise alimentaire et nutritionnelle de 2012 en Afrique de l'Ouest. Les pays de la région et la communauté internationale ont réagi de manière précoce et adéquate et il y a un large consensus sur le fait que la réponse était appropriée et que le pire a pu être évité.

Le Luxembourg a déboursé 10 millions d'euros pour soutenir l'assistance alimentaire apportée par le Programme alimentaire et d'autres organisations, y compris pour venir en aide aux populations déplacées par le conflit malien, accueillis dans les pays voisins par des communautés dont les ressources étaient déjà limitées. Malheureusement, les populations affectées en 2012

font aujourd'hui face à des prix alimentaires élevés et, par conséquent, à un accès limité aux marchés. Malgré les conséquences dramatiques de la crise syrienne et des appels substantiels des organisations humanitaires pour leur apporter assistance, nous devons continuer à soutenir les populations vulnérables dans le Sahel et leur fournir cette année encore une assistance alimentaire et nutritionnelle adéquate. Dans les années à venir, nous devons nous attaquer aux causes structurelles de ces crises alimentaires récurrentes et renforcer la résilience de ces pays régulièrement affectées par l'insécurité alimentaire.

Je vous remercie pour votre attention.